

Comme le disait M. Éthier-Blais: . . . il faut 90 pour cent de livres médiocres pour en avoir 10 pour cent de bons. Le meilleur risque de couler avec le moins bon. Et ce ne sont ni les livres de cuisine ni ceux de parapsychologie qui disparaîtront des comptoirs. Comme je vous le disais tantôt, il va toujours y en avoir. Ne vous inquiétez pas, on va continuer à faire de la cuisine. Il n'y a pas de problème pour les cuisinières et les cuisiniers.

On dit aussi que l'application de cette nouvelle taxe sur le livre qui, il faut le rappeler, a toujours été exempt de toute taxe, l'application de cette nouvelle taxe, dis-je, provoquera une baisse des ventes d'au moins 25 pour cent. Et ce n'est pas tout: cette baisse des ventes aura une influence sur les tirages qui baisseront eux aussi, augmentant les coûts de production, ce qui aura pour conséquence l'augmentation du prix de détail du livre.

C'est bien simple à comprendre. *Le jour est noir*, que j'avais publié dans les années '60, dans ces bouts-là, à 3 000 exemplaires, eh bien, aujourd'hui probablement que ce serait déjà trop pour un livre difficile qu'on sait qu'on ne vendra pas beaucoup. Après la TPS, cela voudra dire qu'il faudra publier à 1 500 exemplaires ou quelque chose du genre. Vous savez fort bien que plus le tirage est restreint plus le prix de vente du livre sera élevé.

Dans un article publié dans la *Presse* du dimanche 30 septembre dernier, article signé Bruno Dostie, Jean-Claude Lapierre, un libraire de Verdun, ce n'est pas le plus grand libraire de la ville, c'est un libraire moyen, exprimait bien les difficultés qui connaîtront les libraires avec l'adoption de la TPS. Je le cite:

Les nouvelles TPS . . . Au Québec on est chanceux, on est distinct, on en a deux. . . 15,56 pour cent si la fédérale et la provinciale s'appliquent toutes deux comme prévu à compter du 1^{er} janvier—ce sont les clous dans le cercueil du livre.

Jean-Claude Lapierre est le patron de la librairie Sons et Lettres.

Le livre n'est pas isolé, dit-il. On fait partie du monde de la consommation. Tout se tient. Le logement, le transport, la nourriture, passent avant. Ainsi pour moi, la baisse de l'aide sociale qui s'est faite cet été, je l'ai sentie à la rentrée des classes.

On appauvrit les gens et qui est-ce qui souffre le premier? C'est le libraire du coin parce que il faut bien manger avant, il faut acheter des vêtements aux enfants pour les envoyer à l'école, et on achète des livres quand il reste de l'argent.

La vraie question, pour M. Lapierre, c'est donc de savoir combien d'argent il va rester dans la poche du consommateur une fois que le reste est payé, et je le cite:

Pas besoin d'être statisticien pour se rendre compte que nous sommes en récession. Il suffit de se promener dans une rue commerciale ou dans un centre d'achat pour voir plein de vitrines qui affichent à louer. Nos ventes sont déjà affectées. Et là, ce sont toutes sortes de nouvelles choses qui vont être taxées en même temps, les vêtements et les chaussures qui vont le devenir. Si le coût de l'essence et du chauffage augmente en plus, à cause de la crise iraquienne, ce sera encore ça de moins pour nous. Sans parler de tout ce que les gouvernements prennent

déjà dans la poche des consommateurs surtaxés, en impôts, taxes, loteries, dividendes d'Hydro-Québec et contraventions de toutes sortes! Qu'est-ce qui va rester pour le livre?

Jean-Claude Lapierre voit l'avènement de ces deux TPS du point de vue concret et quotidien d'un commerçant moyen, déjà affecté par les conséquences de la nouvelle loi sur les heures d'ouverture des magasins, et gagnant sa vie dans le tourbillon et la dure concurrence d'une artère commerciale, loin des conversations de salon sur l'importance de la lecture.

Bien sûr, pour lui qui reçoit environ mille factures par mois de tous ses fournisseurs, je ne sais pas si tous les gens se rendent compte de ce que c'est qu'un commerce de librairie. Chaque livre est un objet différent. Certains livres à grand tirage, le libraire va en commander dix du même coup. Mais il y a une infinité d'objets différents dans sa librairie, des livres. Donc il a une infinité de fournisseurs. Alors, il dit ici: pour lui, ce libraire dont on parle, qui reçoit environ 1 000 factures par mois de tous ses fournisseurs et qui n'est pas «informatisé», parce qu'il n'a pas les moyens de l'être, la TPS sera un incroyable cauchemar. Il ne s'en sortira pas.

Comme je le disais plus haut, dans des pays comme l'Espagne où l'on a taxé le livre de 6 pour cent, les ventes ont chuté de 25 pour cent. Par contre, en Irlande, la vente a augmenté de 10 pour cent après que le gouvernement ait aboli la taxe sur les livres. Ces deux exemples devraient suffire à convaincre les 16 pour cent de la population qui résistent encore, que la TPS est un très mauvais projet de loi et qu'elle doit être assassinée sans hésitation.

Dans un même ordre d'idée, la Coalition contre toute taxe sur le livre, qui a présenté à la presse en septembre dernier un document sur les impacts social, culturel et économique d'une taxe sur les livres. Cette Coalition contre toute taxe sur le livre, a fait une conférence de presse un peu plus tôt aujourd'hui qui a été, je dois dire, largement couverte par la presse. C'était une conférence de presse en langue française parce que cette délégation-là vient du Québec. Il y avait cependant beaucoup de médias de langue anglaise. Je vais me permettre de citer quelques extraits particulièrement éloquents de leur présentation.

L'accès au livre est une des conditions essentielles au développement intellectuel de l'individu. C'est un droit à l'alphabétisation, à la culture, à l'information et à l'éducation.

Au plan social et culturel, taxer le livre c'est: infliger des effets nocifs à la langue française; appauvrir notre culture et, par effet d'entraînement, la société toute entière; faire du livre un produit de luxe dont seuls les mieux nantis pourront profiter;

Ce n'est pas les gens les plus riches qui lisent le plus, dans une société soit dit en passant. Je voyais tantôt les gens de la Coalition qui faisaient signer une pétition dans une espèce de livre dont le slogan était, et c'est un slogan que je trouve intéressant: taxer le livre c'est imposer l'ignorance!

. . . Au plan social et culturel, taxer le livre c'est: taxer les jeunes des milieux moins favorisés. Le prix du livre deviendra une entrave additionnelle à l'accès à l'éducation et aggravera le phénomène du décrochage chez les élèves du secondaire et du collégial; affaiblir la condition déjà